

**Décision relative à un projet relevant d'un examen au cas par cas
en application de l'article R122-3 du code de l'environnement**

Construction d'une centrale solaire au sol à Suizy Le Franc (10)

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DU BAS-RHIN
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2, R.122-3 et R.122- 3-1 ;
- VU l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la demande d'examen au cas par cas, en application de l'article R.122-3-1 du code de l'environnement ;
- VU le dossier de demande d'examen au cas par cas présenté par le maître d'ouvrage « DIEZ ENTREPRISES », reçu le 7 avril 2025, relatif au projet de construction d'une centrale solaire au sol à Suizy Le Franc (10);
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU le décret du 10 octobre 2024 portant nomination de M. Jacques WITKOWSKI, préfet de la région Grand Est, préfet de la zone de défense et de sécurité Est, préfet du Bas-Rhin ;
- VU l'arrêté préfectoral N° 2024/530 du 28 octobre 2024 portant délégation de signature à M. Marc HOELTZEL, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est ;
- VU l'arrêté DREAL-SG-2024-38 du 28 octobre 2024 portant subdélégation de signature de M. Marc HOELTZEL, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est en faveur de M. Philippe LAMBALIEU, chef du service Évaluation Environnementale, de son adjoint M. Hugues TINGUY et de Mme Christelle MEIRISONNE, adjointe au chef de pôle Projets ;

CONSIDÉRANT la nature du projet :

- qui relève de la rubrique n°30 de la nomenclature annexée à l'article R.122-2 du code de l'environnement « Installations photovoltaïques de production d'électricité (hormis celles sur toitures, ainsi que celles sur ombrières situées sur des aires de stationnement - Installations d'une puissance égale ou supérieure à 300 kWc et inférieure à 1 MWc » ;
- installation photovoltaïque sur un terrain d'une superficie totale de 8 107 m², les panneaux occuperont une surface projetée au sol de 3 895 m² pour une production maximale de 966 kw ;
- les panneaux seront situés à une hauteur minimale de 1,20 m ;
- les pieds des tables seront vissés au sol ou enfoncés par la technique des pieds battues sans artificialisation des sols ;
- les lignes de panneaux seront espacées de 2 m ;
- un poste de raccordement de 20 m² sera également prévu sur site ;
- ce projet est conçu pour une durée d'exploitation d'au moins 30 ans ;
- l'ensemble aura pour objectif de permettre un éventuel pâturage ovin ou autre activité agricole (apiculture, culture d'herbes aromatiques, etc....).

CONSIDÉRANT la localisation du projet :

- 2 Chemin des Ecoliers 51270 Suizy-le-Franc ;
- une zone ZNIEFF de type I se trouve à 1,08 km et une zone ZNIEFF type II se trouve à 975m du projet ;
- en dehors d'un autre zonage environnemental caractéristique d'une sensibilité particulière.

CONSIDÉRANT les caractéristiques des impacts du projet sur le milieu et la santé publique ainsi que les mesures d'évitement et réduction qui seront mises en œuvre par le pétitionnaire :

- le projet ne nécessite pas de modification significative de la topographie. Compte tenu du niveau très plat du terrain, un léger nivellement peut être requis pour l'installation de certaines structures, telles que les citernes incendies, mais il n'y aura pas de transformation majeure du terrain ;
- les travaux de construction des panneaux respecteront une charte "chantier vert" établie par le gestionnaire avec un rappel préalable aux équipes sur les enjeux environnementaux, les cycles écologiques et les mesures de protection adoptées ;
- la période des travaux est estimée entre trois à quatre mois sera planifiée pour minimiser l'impact sur la faune et l'environnement. Un calendrier d'exclusion a été défini limitant les interventions entre fin août et fin mars ;
- le projet n'entraînera pas de drainage, de modification significative, des conditions de recharge de la nappe phréatique ;
- en accord avec les recommandations du SDIS seront prévus plusieurs voies d'une largeur de 3 m d'accès, ainsi qu'une citerne d'eau d'une capacité de 120 m³ ;
- en périphérie de la parcelle sera aménagées des haies végétales, brise vue de 2 m de hauteur (en plus du maintien/renforcement des haies naturelles, existantes).

CONSIDÉRANT qu'au regard des éléments fournis par le pétitionnaire, le projet n'est pas susceptible de présenter des impacts notables sur l'environnement et la santé qui nécessiteraient la réalisation d'une étude d'impact ;

D E C I D E :

Article 1er :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de construction d'une centrale solaire au sol à Suizy Le Franc (10) ; présenté par le maître d'ouvrage « DIEZ ENTREPRISES », **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application des articles R.122-3 et R.122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

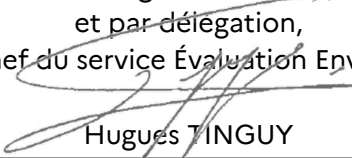
Article 3 :

L'autorité décisionnaire est chargée de vérifier au stade de l'autorisation que le projet présenté correspond aux caractéristiques et mesures qui ont justifié la présente décision.

Article 4 :

La présente décision sera publiée sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Fait à Strasbourg, le 5 mai 2025

Pour le Directeur Régional de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de la région Grand Est,
et par délégation,
l'adjoint au chef du service Évaluation Environnementale,

Hugues TINGUY

Voies et délais de recours

1) Un recours administratif préalable est obligatoire avant le recours contentieux. Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la réception de la décision. En cas de décision implicite, le recours doit être formé dans le délai de deux mois suivant la publication sur le site internet de l'autorité environnementale du formulaire de demande accompagné de la mention du caractère tacite de la décision.

L'absence de réponse au recours administratif à l'issue d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet du recours.

Le recours administratif doit être adressé à Monsieur le préfet de région - Préfecture de la région Grand Est - 5 place de la République - BP 87031 - 67073 STRASBOURG cedex

Il peut aussi être adressé un recours hiérarchique au supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision : Madame la Ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche - 246, bd Saint Germain - 75700 PARIS

2) Le recours contentieux doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la réception de la décision de rejet du recours administratif ou dans le délai de deux mois à compter de la décision implicite de rejet du recours administratif.

Le recours contentieux doit être déposé devant le tribunal administratif de Strasbourg sur le site www.telerecours.fr.